

**Communiqué de presse :**



## **Exploitant Forestier un métier que l'ONF veut faire disparaître ! Préservons nos savoir-faire et nos emplois**

La politique nationale menée par l'office national des forêts avec l'intensification des bois récoltés en régie en Provence Alpes Côte d'Azur au détriment des volumes mis en marché de bois sur pied entraîne la disparition à très court terme d'un maillon essentiel de la chaîne de récolte : la profession d'exploitant forestier !

Le syndicat (SEFSAM) basé à Sisteron regroupe 35 exploitations forestières qui assurent depuis de nombreuses années la récolte des bois régionaux soit 500 000 m<sup>3</sup>/an. Avec plus de 300 salariés issus de communes rurales nos entreprises se doivent d'avoir du matériel spécifique et onéreux, régulièrement renouvelé pour assurer la sécurité du personnel travaillant en forêt et répondre aux contraintes environnementales.

Les entreprises locales ont un savoir-faire unique en PACA avec une vraie connaissance des massifs, de chaque route forestière, piste, traine, qu'ils ont bien souvent créées au fil des exploitations et des générations.

La dernière vente de bois sur pied régionale (dans printemps 2017) a confirmé la forte demande en bois d'œuvre, industrie, énergie.

C'est pourquoi compte tenu de la structuration de la filière de récolte en PACA les professionnels demandent :

- comme prévu dans l'accord FNB COFOR ONF la mise en marché sous forme de contrat de bois sur pied pour les exploitants qui en feront la demande. Ce qui permettra aux entreprises de sécuriser leurs approvisionnements en matière première.
- la limitation des volumes et le choix des coupes récoltées en régie en concertation avec notre profession.

**L'ensemble des récoltants de PACA est déterminé et mettra tout en œuvre pour avoir accès à une ressource qui à l'heure actuelle lui fait cruellement défaut, continuer à perpétuer le métier d'exploitant forestier pour les générations futures, maintenir la main d'œuvre locale**

Aujourd'hui il y a urgence à faire aboutir les négociations débutées au niveau national, c'est pourquoi nous avons collectivement décidé d'appeler au boycott de la vente pour montrer notre inquiétude et notre détermination.

Nous remercions les confrères exploitants de l'Isère ainsi que les scieurs des Alpes Maritimes, présents ce mardi 23, de nous avoir rejoint dans ce mouvement.